

Mme Ashton et l'UE en quête d'un rôle au Proche-Orient

LE MONDE | 18.03.10 | 10h23 • Mis à jour le 18.03.10 | 14h08
Jérusalem, Bruxelles Correspondants

Avec un soupir, Catherine Ashton a répondu, mercredi 17 mars, à la question de savoir quel rôle l'Union européenne (UE) peut jouer dans un processus de paix israélo-palestinien où ni les Israéliens ni les Américains ne semblent décidés à lui faire de la place. *"Personne n'a à déterminer comment les Européens doivent s'impliquer"*, a-t-elle souligné avant de rappeler que les Vingt-Sept sont parvenus à la conclusion, en décembre 2009, que les négociations devaient aller de l'avant. Mon travail, a-t-elle insisté, est de transformer ce consensus en *"action positive"* sur le processus de paix.

Comment ? La réponse restait incertaine à l'issue d'une journée en Israël et dans les Territoires palestiniens de la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère, dont c'est le premier déplacement dans la région. Mme Ashton, qui se trouve jeudi dans la bande de Gaza, a rencontré quelques heures plus tôt à Ramallah, en Cisjordanie, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Celui-ci, selon Saëb Erakat, le principal négociateur palestinien, l'a chargée de *"faire pression sur Israël pour stopper complètement"* la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem.

Avigdor Lieberman, le ministre israélien des affaires étrangères, a répondu indirectement à cette requête avec son franc-parler habituel : *"Cette demande d'empêcher les juifs de construire à Jérusalem-Est n'est pas du tout raisonnable."* A Bruxelles, ce voyage était considéré à la fois comme un test et comme un baptême du feu pour la haute représentante, qui a connu des débuts laborieux et essuie de nombreuses critiques. Notamment pour ses absences à Haïti, après le tremblement de terre, et en Espagne, fin février, pour une réunion des ministres européens de la défense.

Elle doit également surmonter des doutes de plus en plus marqués quant à la mise en place, dans les délais prévus, du service diplomatique européen.

A Jérusalem, les diplomates israéliens s'attendaient à cette *"vieille rengaine"*, selon l'un d'eux, d'un *"rôle pour l'Europe"* dans le processus de paix. *"Depuis des*

années, ajoute ce haut fonctionnaire, l'UE réitère cette demande mais où sont ses propositions ? Si on veut jouer un rôle, il faut se rendre indispensable."

Interrogé il y a deux semaines par *Le Monde*, le président israélien, Shimon Pérès, avait été plus net s'agissant de la place de l'UE: "*Quant à être dans la salle des négociations [israélo-américano-palestiniennes], c'est une si petite salle avec tant de participants... ce n'est pas l'objet.*" "*Il n'y a pas de poste vacant*", tranche un diplomate israélien.

"PÉRIODE D'APPRENTISSAGE"

Les Israéliens estiment que Mme Ashton est encore "*en période d'apprentissage sur le Proche-Orient*", ce qui explique que ses entretiens avec le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et M.Lieberman, sont qualifiés par les deux parties de "*premiers contacts*". Au-delà, les relations entre l'Etat juif et l'Europe restent empreintes de méfiance. Israël n'a guère apprécié les conclusions de la présidence suédoise de l'Union, en décembre 2009, critiquant sans ambages l'"*annexion illégale*" de Jérusalem-Est.

De même, l'adoption, le 10 mars, par le Parlement européen, d'une résolution incitant les Vingt-Sept à contrôler l'application des recommandations du rapport Goldstone sur la guerre à Gaza de l'hiver 2008, a été vivement critiquée à Jérusalem.

Ces réactions peuvent, a contrario, conforter les Européens : Israël n'est pas indifférent, loin de là, aux positions de l'UE, ne serait-ce que parce que celle-ci est le principal bailleur de fonds des Palestiniens, ce qui évite à l'Etat juif d'assumer des responsabilités économiques en Cisjordanie.

Dans un tel contexte, la diplomatie européenne parviendra-t-elle à réaliser son objectif qui est, officiellement, de faire du Proche-Orient l'une des priorités de sa politique? "*Ashton veut s'impliquer, c'est bien, mais le moment est, malheureusement pour elle, particulièrement difficile*", résume un haut diplomate bruxellois.

"Les résultats risquent donc d'être nuls, comme ceux de la nouvelle réunion du Quartet [Etats-Unis, Russie, UE et ONU], à laquelle elle participera vendredi, à Moscou." "*Si les Etats-Unis n'ont rien obtenu des dirigeants israéliens, ne nous berçons pas d'illusion*", ajoute ce diplomate.

A Moscou, Mme Ashton espère "*revigorer, rendre [le Quartet] plus visible, plus actif*". Mais un diplomate de son entourage est moins optimiste: "*C'est un groupe de contact, où on compare les notes des uns et des autres. Après, il faut la volonté de l'utiliser.*" A Bruxelles, certains hauts fonctionnaires pensent qu'une action volontariste permettrait à l'UE de développer une politique qui lui serait propre et, par là, son influence politique dans la région.

"Les Européens ont plus de marge de manœuvre qu'ils ne le croient et les Etats-Unis sont, dans ce conflit, moins déterminants qu'ils ne le voudraient", estime le groupe de réflexion Notre Europe, dirigé par Jacques Delors. *"Les Européens, résume un autre diplomate, fin connaisseur de la région, ont des atouts, notamment des instruments économiques au service d'une diplomatie. A eux de les faire valoir."*

Laurent Zecchini et Jean-Pierre Stroobants